

Le Combat Social

ARCHIVES
de FALLES

C'est le mariage du Socialisme et de la République.

...Mais la Mariée apporte une bien mauvaise dot !

Le numéro 25 c.

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION DE L'ALLIER DU PARTI SOCIALISTE

Le numéro 25 c.

23^e ANNÉE — N° 1164

PARAISANT TOUS LES DIMANCHES

DIMANCHE 17 MAI 1936

Rédaction et administration : rue de Damiette, Montluçon. C/G postaux Clermont-Ferrand 68-15. Abonnements : Allier et départements limitrophes, 1 an, 15 fr. ; 6 mois, 8 fr.

L'Agence Havas est chargée de recevoir la publicité locale et extra-locale

LE SOCIALISME REMPART de la REPUBLIQUE !

LE SOCIALISME ET LES PAYSANS LA QUESTION DU BLÉ

La législation qui vient de s'achever a été certainement une des plus mauvaises pour les travailleurs de toutes catégories. En refusant, dès les premières semaines du mois de juin 1932, de s'unir aux socialistes pour réaliser au pouvoir le programme que le Parti radical venait d'exposer devant les électeurs, les partis bourgeois de gauche ont faussé immédiatement le résultat des élections et préparé la funeste politique des décrets-lois et la déflation à laquelle ils se sont associés par la suite.

Les paysans et les pêcheurs ont senti durement les sacrifices que l'on a imposés à leurs camarades ouvriers, employés ou petits fonctionnaires. La vente de leurs produits s'est égrée à un moment où l'on a diminué d'une façon inhumaine et absurde le pouvoir d'achat de l'ensemble des consommateurs.

Prenons la question du blé. En 1932, les cours avaient déjà un peu fléchi à la suite de deux récoltes excédentaires et des importations massives faites sous M. Tardieu. Mais en 1933, dès que l'on commença à diminuer les petits salaires et les petits traitements, ce fut la dégringolade.

Or, le 23 juin 1933, nos élus défendirent un contre-projet tendant à la création d'un Office des blés. Nos amis pensaient bien avoir une majorité à la Chambre, puisqu'au moment des élections, près de 400 futurs députés avaient promis à leurs électeurs de voter l'Office des blés. D'autre part, en novembre 1932, nos amis Boulay, Roldes et Thomas avaient fait voter par la Chambre un ordre du jour décidant en principe de créer un Office des blés avec achat obligatoire des excédents.

Mais ces gens qui firent des promesses mensongères à leurs électeurs et acceptèrent hypocritement un vote de principe, s'empresèrent de voter contre les cultivateurs et pour les gros minotiers au moment de passer aux actes. La proposition de nos amis fut repoussée par 438 voix contre 150 au scrutin du 23 juin 1933. Dans le Finistère, Masson seul fit son devoir, les autres votèrent tous pour Dreyfus et quelques autres représentants des 200 familles.

En désespoir de cause, nos élus votèrent alors le prix minimum, non sans que Jules Moch et Monnet aient essayé de faire comprendre à la Chambre que, si les excédents n'étaient pas achetés obligatoirement au prix fixé, ce prix minimum ne serait qu'une duperie. Hélas ! ils ne furent pas écoutés et le scandale a été plus monstrueux encore qu'ils ne l'avaient pensé.

Des exemples, en voici : Les paysans ont vendu leur blé au-dessous du cours, mais les consommateurs payaient leur pain cher, sur la base du prix minimum.

Les petits négociants en grains et les petits minotiers qui ont tenté courageusement d'acheter au prix minimum n'ont pas pu soutenir la concurrence des grosses entreprises qui vendaient du blé et de la farine à des prix de gangsters. Les meuniers échangistes ont été particulièrement éprouvés, puisque pendant des mois, la loi les a obligés à acheter du blé stocké, même si les boulangers leur en fournissaient assez d'autre part.

Pendant ce temps-là, les grosses minoteries et les grosses coopératives achetaient et vendaient du blé à 3, 40 et 60 francs par quintal au-dessous du cours légal et truquaient leur comptabilité à l'aide de faux reçus et de ristournes.

Aussi, quand des inspecteurs qui nous coûtent un million par an se présentent chez ces beaux messieurs, ils ne pouvaient, le chapeau à la main, que constater la « régularité » des chiffres. Mais pour rapporter des amendes à l'Etat, ils se rattrapèrent sur les petits meuniers et les petites coopératives, surtout en période électorale.

Pour payer ces frais, on inventa des impôts déguisés sur la mouture et la vente du blé. Le 13 décembre 1934, nos amis combattirent la taxe de 5 francs par quintal de blé vendu par le cultivateur, ils furent battus par 385 voix contre 182.

Dans le Finistère, seuls Masson et Gonde firent leur devoir. Et cette taxe

aduré un an, juste au moment où le cours du blé était le plus bas.

Devant cet échec et ce scandale, nous pensions qu'un revirement s'opérerait à la Chambre en faveur d'une position qui, dans le pays, rencontrait des sympathies nouvelles, notamment parmi les petits minotiers. Il n'en fut rien, hélas ! Revenant sans cesse à la charge, nos amis défendirent encore un projet d'Office du blé dans le courant de décembre 1933. Au scrutin n° 398 du 5 décembre, ils furent battus par 220 voix contre 160. Un an plus tard, le spectacle de la misère paysanne n'émut pas nos bourgeois de gauche et de droite, et c'est par 435 voix contre 135 qu'un nouveau projet de Monnet fut repoussé. Le même jour, un projet de Vincent Auriol tendant à l'achat obligatoire des excédents, n'obtint que 182 voix contre 385. Dans notre département, les députés socialistes votèrent avec les cultivateurs, la droite vota avec les spéculateurs et les autres s'abstinèrent courageusement comme ils l'ont fait durant la législature dans les voies les plus importantes.

Et cependant, de ces votes dépendaient le maintien ou l'effondrement du cours du blé. Si dès l'été 1933, un Office composé en majorité de paysans, mais comprenant aussi des représentants des consommateurs et contrôlé par l'administration des indirectes sans aucun fonctionnaire nouveau, avait évalué sincèrement la production française, supprimé l'importation privée du blé par des spéculateurs et fait respecter le prix minimum par l'achat des excédents par des commissions compétentes, nous aurions connu les avantages suivants :

1° Le paysan aurait vu son blé vendu son blé au prix minimum, soit au commerce, soit à l'Office.

2° Toute fraude eût été impossible et tout contre-traité des ventes inutiles, puisque le cultivateur aurait refusé automatiquement de vendre au commerce sensiblement moins cher qu'à l'Office.

3° Les petits commerçants et les petits minotiers auraient pu acheter sans crainte puisqu'ils auraient été sûrs que leurs gros concurrents n'auraient pas trouvé du blé au-dessous du cours.

4° La spéculation aurait été impitoyablement brisée par le monopole des importations et des exportations ; tandis que la suppression des bénéfices scandaleux des trusts du blé et de la farine aurait permis de réduire le décalage existant entre les prix réels du blé et du pain.

5° Cette loi aurait coûté moins cher à l'Etat que la dénaturation, le stockage, les primes à l'exportation, le contre-traité des comptabilités truquées ou autres mesures absurdes qui n'ont pas profité aux petits cultivateurs.

Nous attendons que les ennemis du paysan et de tous les travailleurs essaient de détruire notre argumentation et d'expliquer leurs votes.

Tanguy PRIGENT.

Politique des salaires et durée du travail

Toute diminution des salaires entraîne la diminution du pouvoir d'achat des masses ouvrières.

Toute diminution des salaires augmente donc la misère de l'ouvrier, du commerçant, du cultivateur.

Pour donner du travail aux chômeurs, il faut réduire la durée du travail légal. Il y a cinquante ans, on travaillait douze heures par jour — ou plus — tout en gagnant moins qu'aujourd'hui.

Demain, il sera possible de travailler six heures, tout en gagnant plus et en produisant plus qu'aujourd'hui.

La rationalisation et le progrès exigent une contre-partie : la diminution de la durée du travail.

La diminution de la durée du travail et le maintien des salaires contribueront à vaincre la misère et le chômage ; à rendre des clients aux commerçants, des consommateurs pour les produits de la terre.

Ces mesures seront réalisées par le Programme d'action socialiste.

Après le Conseil National du Parti Socialiste

Le Parti Socialiste prendra le Pouvoir avec la participation des Radicaux et de l'U. S.

Les Communistes ont donné un refus définitif de participer
La C. G. T. apportera son concours au nouveau Gouvernement

L'Espérance Socialiste

Un grand souffle d'enthousiasme a gagné le Pays : Le Parti socialiste sort triomphant de la consultation populaire, et tous les regards se tournent vers lui, comme vers l'avenir et vers l'Espoir.

Le Socialisme, lentement sans doute, parfois, mais sûrement, avec cette force naturelle et calme, qui pousse invinciblement les choses vers leur forme dernière et leur suprême destin, s'impose au monde avec toute la puissance de sa foi et de son rayonnement.

Pauvre monde cohélique et bouleversé ! Il a perdu sa confiance en perdant ses illusions, et de déception en déception, sa détresse a pu le conduire parfois jusqu'à l'égarement.

Des peuples, désorientés, se sont abandonnés, livrés aux forces mauvaises qui les ont jagués, dominés, emprisonnés dans un carcan de fer, dont ils sont sortis douloureusement meurtris et diminués.

Mais comme pour une sublime rédemption, après avoir payé le lourd tribut de l'ignorance et de l'erreur, ils se sont libérés de l'épreuve en s'éveillant dans l'aube radieuse du socialisme naissant.

Comme un missionnaire, il semble avoir pour destin de chasser l'infortune, panser les blessures, ramener la confiance et ranimer la vie. Il y réussit toujours, parce que tel un apôtre, il ne désespère jamais et poursuit inlassablement son but. Il est l'ultime refuge, le dernier asile où les hommes désabusés, les nations en déroute, viennent chercher le courage de vivre et la force de vaincre.

Il n'a point de hâte, car il sait qu'on viendra vers lui, et qu'il devra un jour rallier les ignorants et les sceptiques.

Son heure est marquée par le temps au cadran de tous les peuples et il attend de grouper tous les hommes sous la loi universelle de la justice et de la morale. Il sait qu'il est à la base de la grande réconciliation humaine, et que des idolemens, des erreurs et des haines, il doit triompher, et dissiper l'équivoque comme la lumière et le soleil, toujours, dissipent la nue.

Né du Cœur de l'Homme, puisant dans sa substance ce que l'individu a de meilleur, de plus noble et de plus généreux ; formé de l'alliage subtil de solidarité humaine et de fraternité, il sait qu'il doit être la condition suprême de l'Humanité. Il marche avec le temps, et il porte en lui les plus hautes ambitions des hommes.

Après cela, s'il reçoit des coups, comment pourrait-il s'en inquiéter. Il poursuit sa grande mission d'émancipation sociale, de Progrès et de Paix, et s'il rencontre sur son chemin, pour le retarder dans sa marche, le cortège de l'égoïsme et de la haine, il ne s'en émeut point, sachant que c'est sa raison d'être et de lutter, et que c'est cela qu'il faut vaincre.

Élever le Cœur et l'Esprit, défricher les cerveaux, retremper les volontés, développer le niveau moral de l'individu à la source fraîche d'un idéal humain, et donner à l'Homme la plénitude de soi-même et le sentiment total de sa conscience et de sa dignité, voilà le magnifique destin du socialisme, lié à celui de l'Humanité.

Au moment où le peuple de France, dans un magnifique élan, tourne les yeux vers lui et l'appelle, au moment où toute la classe laborieuse et avec elle tous ceux qui pensent et qui espèrent, le sollicitent et l'accueillent, à l'instant où ils mettent tous leurs espoirs dans ses ressources magnifiques, saluons son avènement avec ferveur et avec joie, et comme la promesse du socialisme international, qui, par dessus les obstacles et les épreuves, sonne inlassablement le ralliement des peuples.

Roger GRAND.

Vers le Gouvernement de Front Populaire

Le Conseil National du Parti Socialiste a manifesté sa volonté de prendre le pouvoir. Il ne pouvait en être autrement après la magnifique victoire qui envoie à la Chambre 146 députés socialistes, constituant le groupe parlementaire le plus nombreux.

Tous nos amis respectueux de la volonté populaire et du suffrage universel ont été unanimes à réclamer pour le Parti Socialiste, le droit de prendre en mains les destinées du pays.



Il n'est que temps, d'ailleurs, de conjurer les désastres accumulés par la Réaction, et de ramener le calme et la sécurité internationale. Les errements ont été multipliés par les gouvernements de réaction dont l'impuissance a poussé le pays jusqu'au bord de l'abîme, et c'est devant un lourd passif et une situation des plus périlleuses que va se trouver le gouvernement de Front populaire.

La situation économique est désastreuse ; le chômage exerce ses ravages dans la classe ouvrière ; les paysans connaissent une période difficile ; les petits commerçants sont dans la gêne et les affaires ne marchent plus. La misère s'est installée partout, à la ville comme aux champs. Un marasme général paralyse l'activité du pays. C'est devant cette situation pénible, douloureuse, bilan des gouvernements de réaction, que va se trouver la nouvelle majorité, animée et dirigée par le Parti socialiste.

Aussi des efforts communs seront-ils immédiatement nécessaires pour endiguer le flot des périls qui menacent la nation.

Léon Blum a prononcé, au Conseil national du Parti socialiste, les paroles de sagesse et de fermeté qui convenaient.

Dans son exposé, clair, précis, complet, il a su définir la force constructive du Socialisme, en affirmant qu'il fallait agir vite.

Il faut un grand programme d'équipement national et de rénovation économique, vrai, sérieux, réaliste et rapidement exécuté, qui soit un stimulant et une poussée pour la reprise de l'activité.

Pas de déflation ! Ce n'est pas en comprimant, en restreignant, qu'on apporte la prospérité, mais au contraire en élargissant les possibilités et en développant les ressources dans tous les compartiments de l'économie nationale.

Pour cela, rétablir le cycle normal et sortir de la politique étriquée qui consiste à vouloir relever le pays en l'appauvrissant.

Enfin, dans le domaine extérieur, reconstruire la Société des Nations, lui redonner confiance et la rendre capable de jouer son rôle de paix internationale et de rétablir la sécurité par l'assistance mutuelle et le désarmement.

Pour cette œuvre considérable, le concours de tous les groupements de Front Populaire, élus sur le même programme de réalisations sociales, se trouvait indispensable et Léon Blum

l'a fortement marqué. Aussi le Conseil National l'a-t-il mandaté, ainsi que Paul Faure, pour demander la collaboration, conformément à l'esprit qui a guidé les électeurs, du Parti communiste et du Parti radical.

Il reste à déplorer le geste des premiers, qui ont en effet répondu par un refus, qui se trouve aujourd'hui, malgré l'insistance du Parti Socialiste et la lettre qu'on trouvera d'autre part adressée au Parti communiste, rendu définitif et sans appel. Ainsi, pour l'énorme besogne à réaliser, le Gouvernement de Front populaire va se trouver amputé d'une fraction importante de sa majorité, ce qui ne sera pas pour faciliter sa besogne. Ce n'est point cette attitude sans doute qu'avait prévue le corps électoral, et malgré la correction dont nous ne voulons point nous départir envers le Parti communiste, nous nous permettons de le lui dire. Elus sur le même programme, ils devaient affronter comme les autres fractions de la majorité, les responsabilités du pouvoir. Ils se bornent à affirmer qu'ils soutiendront fidèlement le gouvernement, ce qui apparaît insuffisant dans les graves circonstances présentes.

La nouvelle formation ministérielle se trouvera donc composée des socialistes, des radicaux et de l'Union socialiste. Pour bien montrer le caractère nouveau du Gouvernement, le Parti socialiste a fait appel à la C. G. T. La grande organisation des travailleurs, qui s'inspire en toutes choses d'un esprit réaliste, et qui a, d'autre part, approuvé le programme du Front Populaire, a répondu favorablement à son désir, et s'il lui est impossible effectivement de participer, elle a décidé de témoigner sa sympathie et d'apporter sa force morale en désignant une délégation de techniciens, qui resteront en rapport et collaboreront ainsi en fait avec le Gouvernement. De toute façon, et nos amis l'avaient déclaré dès la première heure, le Parti socialiste était prêt à assurer, même seul, toutes les responsabilités du Pouvoir, n'ayant point l'intention de mentir au pays et de se dérober à son devoir.

On verra d'autre part la motion votée au Conseil National du Parti socialiste, et les déclarations de Léon Blum, qui est apparu aux yeux de tous, non seulement comme un homme de gouvernement, clairvoyant et ferme, capable de mener à bien la tâche difficile dans laquelle est engagée l'avenir de la République et de la démocratie, mais aussi comme un chef ayant la volonté de donner à la République sa physionomie véritable.

Plus de formules périmées. Un langage nouveau qui a dégagé d'un seul coup l'atmosphère et a imposé aux paniqués eux-mêmes, honteux de leur louche besogne, une prudente réserve. Léon Blum a su affirmer que la République serait gouvernée par des Républicains, et que le pays, auquel il ne serait pas besoin de faire appel deux fois, ne tolérerait pas qu'on le dépouillât du fruit de sa victoire. Certes, la tâche est rude, mais nous avons confiance dans notre Parti, et nous pensons que le privé-égo pour les Républicains d'avoir à leur tête un homme comme Léon Blum est un gage et une garantie. Léon Blum n'est pas un pourchasseur de portefeuilles. Il connaît la vanité des honneurs, qu'il méprise pour lui-même. Son esprit, sa culture, sa valeur, le présent des ambitions mesquines, et son désintéressement et sa loyauté sont un sûr garant de l'avenir. S'il a accepté le pouvoir au nom du Parti Socialiste, ce n'est point par vaine satisfaction personnelle, mais pour le mettre au service du peuple et de la Nation.

Toutes ses qualités, il les apporte au service du Pays, et elles seront infiniment précieuses pour le triomphe de la République.

L'offre de Participation au Parti communiste

Nos amis Léon Blum et Paul Faure ont adressé au Parti communiste la lettre suivante à laquelle ces derniers ont répondu par un refus de participer.

AU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE, S. F. I. C., A PARIS.

Chers camarades,

En application des décisions prises par notre Conseil National dans sa séance d'hier soir 10 mai 1936, et sur mandat exprès du Conseil, nous venons vous demander, de la façon à la fois la plus amicale et la plus instante, de vous associer au Gouvernement de Front populaire que notre Parti sera nécessairement appelé à constituer.

Nous vous adressons cet appel au nom des intérêts du Front Populaire lui-même ; de l'Unité d'action que nos deux partis pratiquent depuis 1934 ; enfin de l'Unité organique que nous sommes, les uns et les autres, décidés à réaliser aussi prochainement que possible.

Tous les partis se réclamant du Front Populaire viennent de mener ensemble dans tout le pays la même grande bataille. Au second tour, dans la quasi-unanimité des circonscriptions en cause, les désistements des candidats de Front Populaire les uns pour les autres se sont effectués de la façon la plus loyale. Cette cohésion dans la bataille, notre Parti estime qu'elle doit se continuer dans la victoire et que, par conséquent, tous les partis du Front Populaire doivent être représentés dans le Gouvernement qui va justement avoir pour mission d'appliquer le programme que ces partis ont établi ensemble, ont signé et fait triompher devant le Suffrage universel.

S'il n'en était pas ainsi, nous croyons fermement que les travailleurs, les démocrates, les républicains, aux suffrages desquels nous devons le triomphe du Front Populaire, seraient déçus. Ils y verraient le signe de quelque désaccord ou de quelque défiance et le magnifique élan dont nous venons de voir les premiers résultats risquerait d'en être gêné.

Mais aux raisons qui militent en faveur de la participation de tous les vainqueurs au gouvernement de demain, le Parti socialiste, s'adressant au Parti communiste, peut et doit en ajouter d'autres.

Depuis près de deux ans que nos partis ont signé le pacte d'Unité d'action, ils ont mené ensemble, avec une confiance croissante, la même bataille pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, de la paix et des libertés démocratiques. En maintes circonstances, nos deux partis ont manifesté leur volonté de voir cette communauté d'action s'étendre et se renforcer. Ils l'ont fait notamment en rédigeant ensemble une plateforme d'action commune. Quelle meilleure occasion de resserrer ces liens et de rendre plus étroite cette fraternité de lutte, que celle d'une action gouvernementale délibérée et conduite ensemble ? Personne ne comprendrait que notre unité d'action, qui fut si féconde et qui a tant fait pour créer entre nous une atmosphère de confiance et de sympathie, cessât justement de manifester sa bienfaisance au moment même où un de nos deux partis se trouve appelé, par des circonstances dans lesquelles l'un et l'autre ont joué un rôle décisif, à prendre les plus lourdes responsabilités.

Au surplus, aucun de ces deux partis ne saurait admettre que la présence de l'autre puisse, à aucun degré, rendre plus difficile l'action du futur gouvernement.

Nous croyons donc qu'il est dans la logique de cette unité d'action à laquelle vous et nous sommes si profondément attachés, que votre Parti réponde affirmativement à l'appel que le nôtre lui adresse.

Vous pensez, comme nous, que la préparation de l'unité organique est une de nos tâches les plus pressantes. Vous estimez, comme nous, que la réalisation de cette unité doit être aussi prochaine que possible.

D'autre part, vous avez toujours pensé, comme nous, que c'est dans la pratique et le développement de l'unité d'action que devaient se préparer les conditions nécessaires de cette réalisation.

Un des moyens les plus sûrs de travailler à cette unité serait donc d'étendre l'action commune au gouvernement, pour continuer de mener ensemble notre effort commun en vue du soulagement des misères de la crise, notre bataille commune pour la défense de la République et l'établissement de la paix dans le monde.

Nous espérons donc, chers camarades, que notre appel sera entendu.

Pour le Conseil National et le Bureau du Parti : Paul FAURE, Léon BLUM,